Déclaration d'aide aux réfugiés: où en sommes-nous ?

ETIENNE BALIBAR, HARRY BERNAS, NANCY HUSTON, JEAN-MARC LÉVY-LEBLOND
France

Feb 1, 2017 — Tribune publiée ce 1er février 2017 dans Libération (p 24):

LE SENS DES MOTS

Cédric Herrou et ses amis de la vallée de la Roya se retrouvaient au tribunal le 4 janvier. La correspondante du New York Times, intriguée par les “ambiguités de la politique française” concernant les réfugiés, soulignait l'“abondance des symboles” en jeu dans cette confrontation avec la justice. La remarque, très pertinente, ouvre une autre perspective sur le débat présidentiel.

Quelles que soient leurs opinions - ô combien diverses - sur la “crise des migrants”, les citoyens européens ont parfaitement conscience d'une contradiction manifeste, minorée par les media. Chacun voit combien le phénomène est complexe et relève du long-terme, alors que les gouvernements cèdent au chantage à la peur, courent come des poulets sans tête vers des mesures immédiates liées au calendrier électoral : construire des murs, ou offrir quatre milliards d'euros à la Turquie pour étancher le flot des réfugiés Syriens et Irakiens en les enfermant dans le désert. Et tandis que Erdogan met à l'ombre toute pensée critique, les dirigeants européens regardent ailleurs.

Nous savons tous que les mesures prises ne tariront pas le flot. Oui, il faut combattre le terrorisme. Mais la masse des réfugiés aspire comme nous, à la paix, la sécurité et un travail décent ; cela n'a rien de court-terme. Il ne s'agit pas d'une “crise de migrants” temporaire, mais d'un changement à la fois progressif et radical. Un grand déplacement de population est en marche, dont nous ne voyons en Europe que le début - car d'un bout à l'autre de l'Orient, il se poursuit depuis des années. Pour des raisons qui ne sont pas seulement politiques, religieuse ou tribales, mais aussi économiques et de plus en plus écologiques - les guerres pour des ressources, les sècheresses, la montée des eaux… C'est un implacable changement de monde, et on le traite comme une tempête passagère. Ce décalage est à l'origine d'une crise de démocratie qui pourrait bien nous étrangler. Comment en sortir ?

Liberté, Egalité, Fraternité. Droits de l'homme, des femmes et des enfants. Pour l'immense majorité de ceux qui vivent en France, ces mots ont un sens très concret, présent au quotidien. Cela aussi, c'est du long-terme: la raison de vivre ici qui structure la pensée. Traiter en ennemis, au nom de la loi, des réfugiés qui ont parcouru des milliers de kilomètres à pied et en embarcations à risque, fait face aux passeurs, aux milices et aux gangs pour échapper à la guerre et à la misère - voilà qui nie les valeurs de tous : ceux qui subissent, ceux qui regardent, ceux qui font subir. Il y a bien là un symbole. La loi dit juste qu'il faut des papiers; les habitants de la Roya ou du 18e à Paris, eux, voient d'abord des gens qui ont besoin de soins, de nourriture, de sourires. Ils aident donc. C'est humain. Ce serait contraire à la loi ? Alors changeons la loi, pas les valeurs qui font le peuple.

Aujourd'hui, l'indignation monte - elle englobe et dépasse compassion et solidarité. Elle est résistance à la xenophobie, l'islamophobie, au racisme distillés depuis des années, et pas seulement par le FN. Les créations de groupes de soutien, les pétitions suscitées ces jours-ci disent aussi autre chose. Nous avons proposé, dans Le Monde du 10 janvier, la signature d'une “Déclaration d'aide aux réfugiés” (https://www.change.org/p/d%C3%A9claration-d-aide-aux-r%C3%A9fugi%C3%A9s). Elle ne se limite pas aux bons sentiments : il s'agit clairement d'un appel

motivé à la désobéissance civile, confrontant les droits de l'homme aux décrets qui les nient. La Déclaration était soumise d'abord à tous ces intellectuels dont bien des médias soulignaient depuis longtemps le silence et l'apathie politique. Nous avons eu la surprise d'être rejoints en 24 heures par des centaines de figures parmi les plus connues et respectées dans tous les domaines de la culture. Après deux semaines, nous recevons près de mille signatures par jour. Des appels semblables connaissent le même succès. Il faut comprendre cette adhésion, lire ces textes et les quelques phrases qui accompagnent souvent les signatures, et dont le maître-mot n'est pas seulement “ça suffit”, mais “enfin !”. L'immédiat rejoint le long-terme.

Ces mots disent que le mouvement en cours devient une force politique, très particulière. On est passé de l'indignation devant le sort fait aux autres à la claire conscience qu'il s'agit de préserver notre propre dignité et nos valeurs. Les inégalités, les injustices, les conflits qui ont conduit à ce flot de réfugiés, ce sont aussi les nôtres.

En France comme dans la plupart des pays européens et aux Etats-Unis, environ 7% de la population vit sous le seuil de pauvreté; il devient difficile de distinguer, dans nos rues, la nationalité de qui vous tend un gobelet. Le succès de nos appels dit ce qu'ignorent les sondages et bien des politiques: la contradiction entre les valeurs humanistes que l'Europe devait promouvoir et la réalité de ses politiques - économiques, financières, humaines - n'est pas une abstraction, elle est vécue au quotidien par la majorité. Déjà présente dans le traitement de la Grèce en 2015, cette opposition entre injustice politique réelle et dignité humaine annoncée est manifeste au coin de nos rues, dans le déni du droit des réfugiés à être traité en êtres humains.

Comme aux Etats-Unis depuis quelques jours, un nombre croissant de Français ressentent la nécessité de gouverner en accord avec les valeurs qui leur sont, au sens propre, fondamentales. Il nous reste à convaincre le plus grand nombre, et enfin la classe si étroite des dirigeants économiques et politiques, que le moment est venu d'effacer ce goût de Vichy qui empoisonne notre air.

Etienne Balibar (philosophe), Harry Bernas (physicien), Nancy Huston (écrivaine), Jean-Marc Lévy-Leblond (physicien)